

ENSEMBLE faisons barrage à l'extrême droite dans les urnes et développons les luttes pour la Paix



Une situation grave

La France fait face à une situation grave où l'extrême droite est aux portes du pouvoir.

Le Mouvement de la Paix a déjà alerté nos concitoyennes et concitoyens sur l'enjeu, pour notre avenir immédiat, celui de nos enfants et petits-enfants, de construire une société réalisant nos aspirations à une vie meilleure. **Ce n'est pas possible sans justice sociale et sans la paix.**

Or le risque est grand que soient élues avec le Rassemblement National et ses alliés, des personnes qui portent, derrière les promesses électorales, un projet de société basé sur les divisions, la haine, le racisme et l'antisémitisme. Cette idéologie ne peut que favoriser l'exacerbation des violences au plan national et des tensions, voire la guerre au plan international.

Nous commémorerons en 2025 les 80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire de la victoire sur le nazisme et le fascisme, responsables de 60 millions de morts, des chambres à gaz et des fours crématoires. Nous n'oublions pas que l'ultra-nationalisme, le pétainisme, le racisme et la collaboration ont été les matrices de la création du Front national, dont est issu aujourd'hui le Rassemblement national.

Nous commémorerons le 24 octobre 2025, les 80 ans de la création des Nations Unies et de leur Charte, base du droit international avec l'objectif de « préserver les générations futures du fléau de la guerre » et de régler les différends et les conflits par la voie diplomatique.

De ce point de vue, nous pensons que la majorité sortante du président Macron s'inscrit dans une escalade internationale dangereuse, en soutenant l'augmentation vertigineuse des dépenses d'armement et le renforcement de l'OTAN et en ne formulant aucune proposition ambitieuse pour la Paix fondée sur la Charte des Nations Unies et le respect du droit international.

Faire des choix et prendre ses responsabilités

Au vu des buts et principes constitutifs de notre Mouvement et des projets présentés par les partis politiques ; face aux risques d'extension mondiale de la guerre et au plan national d'exacerbations des violences, des choix sont nécessaires et des responsabilités prises dans cette situation porteuse d'immenses dangers pour les droits et libertés.

Le Mouvement de la Paix agit et rassemble dans l'action pour un monde de Paix, des citoyens aux opinions ou appartenances syndicales, associatives, politiques, religieuses, philosophiques différentes, en s'appuyant sur la Charte des Nations Unies (1945), la Déclaration universelle des Droits de l'homme (1948), les résolutions de l'ONU sur la Culture de la paix (1999) et plus récemment les travaux du Giec et les conventions internationales pour faire face aux défis climatiques.

Ces textes, qui constituent l'ossature du droit international, montrent que la construction de la Paix nécessite la justice sociale, un développement économique et social juste et durable, la pleine réalisation des droits des femmes, des médias démocratiques non dominés par le pouvoir politique ou le pouvoir des multinationales et des plus riches, le respect de la diversité culturelle, linguistique et culturelle, la tolérance, le respect de tous les droits humains et le rejet de toutes les discriminations. Ces textes montrent que le droit international, base du multilatéralisme et de relations internationales apaisées, porte les exigences de la diminution mondiale des dépenses militaires, du désarmement nucléaire, de la résolution diplomatique des conflits et de la promotion de l'amitié entre les peuples. Ces textes soulignent l'impérieuse nécessité d'une démocratie participative à tous les niveaux des sociétés s'appuyant sur l'engagement des citoyens et de leurs organisations politiques, syndicales et associatives.

Or en France, dans le cadre de la préparation des législatives, une dynamique politique, syndicale, associative et citoyenne, s'exprime aujourd'hui à travers un grand nombre d'appels du monde associatif, syndical, médiatique, culturel pour faire barrage à l'extrême droite. **Le Mouvement de la Paix soutient et participe à cette dynamique.**

Dans le respect de notre indépendance, ouvrir une perspective dans les urnes et à travers les luttes pour la Paix

Le Mouvement de la Paix entretient, au plan national et partout où il développe ses activités, des relations responsables et respectueuses avec les partis de l'arc républicain qui sans être dans le Front Populaire comprend des sensibilités opposées au Rassemblement National.

Après examen des programmes, il apparaît clairement que le projet porté par le Rassemblement national et ses alliés est contraire aux valeurs républicaines portées par la constitution française et est basé sur l'exacerbation des discriminations qui sont sources de violences.

En revanche le programme du nouveau Front populaire, avec ses diverses composantes, même si le Mouvement de la Paix n'y retrouve pas tous ses fondamentaux, est celui qui est le plus en adéquation avec les valeurs que porte le Mouvement de la Paix car il est le programme qui porte les perspectives humanistes, sociales et écologiques les plus ambitieuses. Il ouvre une perspective nouvelle qui crée les meilleures conditions en faveur d'une vie meilleure pour toutes et tous au quotidien mais aussi pour l'avenir du monde et de la planète et donc pour les générations futures qui aspirent à vivre en France, en Europe et dans un monde de Paix, de fraternité-sororité, de sécurité sociale et environnementale.

C'est pourquoi, au vu de ce qui précède, et tout en respectant les opinions et le choix de chaque personne au moment du vote, Le Mouvement de la Paix appelle le 30 juin 2024 à gagner dans les urnes, une perspective nouvelle pour un monde meilleur, plus juste, plus solidaire, plus fraternel, plus apaisé, à travers le vote pour les candidats du nouveau Front populaire.

Dans le même temps, le Mouvement de la Paix **appelle à se mobiliser dès maintenant, pour faire prendre en compte les propositions du Mouvement de la Paix** comme la mise en place d'une mission interministérielle de la Paix auprès du premier ministre, le respect du droit international en matière de désarmement nucléaire, la construction d'une économie pour la Paix. Dès maintenant il convient de s'unir **pour que le 21 septembre prochain, journée internationale des Nations Unies pour la Paix, soit une grande journée de mobilisation populaire dans toutes les villes et communes de France,** pour exiger partout la fin des guerres, des moyens financiers pour les besoins de l'humanité et non pour de nouveaux armements, le soutien au développement d'une culture de paix et non de haine et de division.

En effet il est nécessaire que les citoyennes et citoyens dans leur diversité s'en mêlent pour que la dynamique de mobilisation pour la justice, la solidarité, la fraternité et la Paix s'affirme comme force sociale majoritaire dans notre pays et à l'Assemblée nationale.

Le Mouvement de la Paix, issu des mouvements de résistance au fascisme, entend contribuer à cette mobilisation.

Le Mouvement de la Paix, le 26 juin 2024

PS - Rappel : [Déclaration du Mouvement de la Paix en date du 13 juin 2024](#)



Le Mouvement de la Paix - Maison de la Paix - 9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpaix.org - Site : www.mvtpaix.org

www.facebook.com/mouvementdelapaix - www.instagram.com/mouvement_de_la_paix - www.twitter.com/mvtpaix